

## Catherine Samary

### Repenser et reformuler les débats sur le socialisme

Le terme 'socialisme' a été vidé de sa substance véritable. Mais les valeurs humaines et les besoins ne l'ont pas été. La 'globalisation' capitaliste en cours montre de manière encore plus claire ce qui est en jeu derrière ces 'ismes' que les gens n'aiment pas : la logique du profit (de plus en plus opposée à la satisfaction des besoins de base) ou la logique de satisfaction des besoins humains (qui se heurte à ceux du profit).

Pour des raisons pédagogiques, mais aussi avec un objectif de clarification, nous devons éviter les formules qui présentent des projets de société en terme de *moyens* et non de *fins*. Les finalités du projet socialiste peuvent être radicales et claires aujourd'hui (même s'il s'agit d'un projet ouvert). Les moyens (le 'modèle' d'organisation, la façon d'atteindre ces buts, le degré de nationalisation, le rôle et la forme du plan, le rôle de l'argent et du marché) peuvent et doivent être discutés en rapport avec les finalités, l'expérience et le contexte.<sup>1</sup>

La question doit être : comment les besoins peuvent-ils être satisfaits ? La réponse est plus complexe que ne l'avaient envisagée les marxistes. Mais Marx a laissé des fils conducteurs sophistiqués. Il a souligné que *chaque société possède sa propre voie pour mesurer et organiser le 'temps' selon ses objectifs, afin que la production se réalise en conformité avec la totalité de ses besoins.*

Conformément à l'approche classique du *socialisme*, Mandel met en avant deux caractéristiques pour caractériser cette société (comme distincte à la fois de la notion de 'transition au socialisme' et de 'communisme' : 1) un mode de distribution 'à chacun selon son travail', et 2) l'organisation directe de l'économie, conçue sur la base d'un dépérissement des catégories marchandes. Ces deux critères nécessitent débat.

Mandel développa son argumentation à propos de la seconde question (le rôle du marché et des catégories marchandes) d'une manière systématique dans la *New Left Review* en 1986-88, en opposition au livre d'Alec Nove "*The Economics of Feasible Socialism*".<sup>2</sup> Je ne prétends pas ici donner une image systématique de cet important débat. Trois logiques dominantes s'y exprimèrent :

1) Nove développa un modèle de 'socialisme de marché', partant de son idée qu'aucune des remarques de Marx sur le socialisme ne sont utiles (pire encore, elles seraient utopistes et trompeuses) dans la construction d'un 'socialisme possible'. Nove prend comme point de départ pour ses propositions l'analyse des 'sociétés socialistes réellement existantes' et du capitalisme. Son modèle est pragmatique, avec un 'critère' minimal qui définit comme socialiste de fortes entraves à la propriété privée et un plan limité. Son régulateur est le marché.

---

<sup>1</sup> Lire la contribution de Maxime Durand à ces débats: 'Planification: 21 thèses pour ouvrir le débat', Critique Communiste, n° 106-107, Avril-Mai 1991.

<sup>2</sup> Alec Nove, *The Economics of Feasible Socialism*, London 1983.

2) Mandel défendit quant à lui un modèle radical de socialisme sans argent, dans une économie socialisée basée sur l'auto-organisation.

3) Diane Elson a proposé un modèle de socialisation du marché où les relations socialistes sont développées comme un moyen de contrôler et d'utiliser le marché.

En fait, Mandel plus tard modifia l'axe du débat — comme nous le verrons — dans un texte rédigé en 1990. Nous devons donc distinguer ces deux périodes.

### *Le 'mode de distribution socialiste'*

Dans certaines discussions,<sup>3</sup> Mandel avait insisté sur le fait que la survivance de catégories marchandes dans la période de transition était organiquement liée à l'impossibilité d'organiser la distribution sur la base du slogan 'de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins', généralement présenté comme associé à l'abondance et donc au 'communisme'. Il a aussi souligné l'effet destructeur des stimulants monétaires basées sur la productivité individuelle.<sup>4</sup> Il était donc pour favoriser plutôt les stimulants matériels liés à des résultats collectifs et évitant toute hausse dans la distribution monétaire : la réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, l'accroissement de la consommation sociale, etc ...

On peut discuter plusieurs aspects à ce propos.

Premièrement, la 'définition' normative du mode de distribution dans la période de transition et dans le socialisme est tout sauf convaincante. La formule 'à chacun selon son travail' n'est ni un dogme ni d'ailleurs précise. Comment 'mesurer' le travail : selon sa quantité ? sa qualité et ses résultats ? son niveau de qualification ?

En Union Soviétique et en Europe Orientale, en général, à la fois pour des raisons pratiques et idéologiques, une compensation était payée pour un travail manuel ingrat et difficile. Cela semble raisonnable d'un point de vue socialiste. Le slogan 'à chacun selon son travail' a été appliqué 'selon le niveau de responsabilité' (en fait selon la position bureaucratique) - cela on doit au contraire certainement le critiquer et exiger un strict plafond du salaire des bureaucrates. Dans les réformes de marché, la formule fut finalement interprétée 'selon le résultat du travail', celui-ci étant mesuré sur le marché par les ventes. Pour le même apport de travail, vous pouviez donc recevoir des salaires très différents, selon la position de votre usine ou industrie sur le marché. Ceci généra d'inacceptables inégalités et de nombreux conflits.

En outre, le critère de distribution selon les besoins, déconnecté du travail accompli, prit une importance grandissante dans de nombreuses sociétés capitalistes, tout comme sous Khrouchtchev en Union Soviétique et ailleurs. Il n'y a pas de raison d'y renoncer, mieux, de ne pas l'élargir.

---

<sup>3</sup> Voir par exemple 'Las categorías mercantiles en el periodo de transición' (texte interne, non daté).

<sup>4</sup> E. Mandel, 'Du "nouveau" sur la question de la nature de l'URSS', Quatrième Internationale, n°45, Septembre 1970.

Dans une lettre rarement citée, sur laquelle Roman Rosdolsky attira l'attention, Engels apporta un éclairage intéressant sur les idées de Marx à ce sujet. 'La question a été abordée de façon très "matérialiste" en opposition à une certaine phraséologie idéaliste sur la justice', dit Engels. 'Tout ce que l'on peut raisonnablement faire cependant est 1) essayer de découvrir la méthode de distribution à employer *au départ*; et 2) essayer de découvrir *la tendance* du développement général.'<sup>5</sup>. On est loin d'une vision normative du socialisme 'défini' comme une société où le mode de distribution est déjà déterminé.

Permettons nous d'exprimer une conclusion sous la forme d'un paradoxe : *si l'avenir socialiste n'est pas présent dans la société immédiatement post-capitaliste, il n'y aura aucun avenir socialiste*. La transformation socialiste (communiste) devrait être comprise (une fois de plus) comme un mouvement émancipateur global et non comme une société totalement distincte de la société de 'transition'.

Ainsi les besoins à satisfaire ne doivent pas 'obéir' à une logique déterministe et économiste. Ils doivent correspondre à des priorités qui permettent de consolider le soutien populaire donné au projet qu'on se donne.

*Les moyens doivent être cohérents avec les fins.*

" La diminution du temps de travail, la suppression des postes les plus pénibles, le dégagement d'un temps de formation, de gestion, de loisir, la domination par l'être humain des conditions de son existence, peuvent être des stimulants matériels autres que monétaires, comme le goût de la prise de décision...

On ne les a guère exploités alors même que l'autogestion les rends actuels. Ne doit-on pas prendre **le but** (transformer les rapports sociaux, **élever la productivité pour réduire le travail**) comme **stimulant** en réduisant ceux (monétaires) qui ont des effets désagrégateurs - sans que leurs règles soient respectées ni leurs vertus pleinement démontrées ? La réunification du travailleur et de son travail et la libre expression publique des besoins, **le débat sur les stimulants eux-mêmes**, aiderait à dépasser les solutions inadéquates aux problèmes posés. Une gestion démocratique de la distribution pourrait relier l'augmentation des revenus monétaires à la hausse de la **productivité d'ensemble** du système (incitant par là-même à la **généralisation** de tous les progrès locaux et à **l'association des plus "performant/e/s" avec les autres** pour leur **transmettre un savoir-faire**)(...) Ce qui pose à nouveau la question de quel est l'espace où les producteurs/consommateurs, hommes et femmes, peuvent le mieux juger un tel résultat : celui, compartimenté et obscur de la valeur ? Ou bien plutôt celui de la chaîne entière du

---

<sup>5</sup> F. Engels à C. Schmidt, 5 Aout 1890, in Karl Marx et Frederick Engels, Selected Works in Three Volumes, Moscou, 1970, vol. 3, p. 484; cité in Roman Rosdolsky, 'La limite historique de la loi de la valeur : l'ordre social socialiste dans l'oeuvre de Marx', Critiques de l'Economie Politique 6, Janvier-Mars 1972.

travail social et de sa valeur d'usage ? ”.<sup>6</sup> Cela soulève la question plus vaste de la régulation du système dans son ensemble.

*Le rôle du marché : le débat Mandel/Nove*

Dans le débat avec Nove dans la *New Left Review*,<sup>7</sup> Mandel commença sa démonstration en présentant comme ‘l'objectif de la politique marxiste — le socialisme sans production marchande’. Comment devraient être alors mesurés la production et les coûts — le travail ‘socialement nécessaire’ — ? La réponse implicite de Mandel est que ceci peut être fait ‘directement’. Cela signifierait l'organisation directe de la production et de la distribution en termes de valeurs d'usage ou de travail concret — c'est-à-dire sans monnaie ni prix.

Il est intéressant de noter quelle était l'idée de Trotski sur une telle tentative de planification directe et globale de l'ensemble de la production et de la distribution ? Dans ‘L'Économie soviétique en danger’, il écrit *qu'il n'existe pas 'd'expert universel' capable de 'concevoir un plan économique exhaustif sans faute, à commencer par le nombre d'âcres de blé jusqu'au dernier bouton de veste’*<sup>8</sup>. Ceci n'est pas un jugement à ‘court-terme’, liée à la pénurie relative ou au sous-développement des forces productives ; il ne s'agit pas non plus seulement de sa critique de la tentative stalinienne de planifier tout en détail, basée sur l'analyse des comportements bureaucratiques. Son jugement s'appuie sur l'impossibilité d'un tel projet et sur la nécessité pour une économie planifiée de réagir à l'expression de la demande sur le marché.

On peut même supposer que la complexité augmenterait davantage encore avec le développement. La socialisation de l'économie n'élimine pas non plus le besoin d'une mesure économique en terme de prix.<sup>9</sup> En fait, l'argument de Trotski est renforcé par les plus récentes avancées de la science - notamment la théorie du chaos qui démontre que même si l'on connaît les lois du développement planifié, le résultat peut demeurer imprédictible.

Trotski a aussi souligné à quel point la bureaucratie, en concentrant le pouvoir de décision, ‘empêcha elle-même l'intervention de millions d'intéressés’. Ceci soulève un autre

---

<sup>6</sup> C. Samary, “ Plan, marché et démocratie ”, p. 56.

<sup>7</sup> E. Mandel, ‘In Defense of Socialist Planning’, NLR 159, Septembre/Octobre 1986; Alec Nove, ‘Markets and Socialism’, NLR 161, Janvier/Février 1987; Mandel, ‘The Myth of Market Socialism’, NLR 169, Mai/Juin 1988.

<sup>8</sup> L. Trotsky, ‘The Soviet Economy in Danger’ (22 October 1932), in Writings of Leon Trotsky (1932), New York 1972, p. 274.

<sup>9</sup> Dans “ Problèmes théoriques et pratiques de la planification ”, Paris 1949 de même que dans “ Calcul économique et formes de propriété ”, Charles Bettelheim a soulevé des questions importantes à propos du besoin de calcul économique, qui ne pourrait supprimer les prix dans la planification socialiste. Cela nécessite une discussion spécifique de ses analyses marxistes.

aspect du problème : la possibilité de choix alternatifs. Il opposa à l'éradication stalinienne du marché la conception d'un ' plan contrôlé et réalisé, pour une part considérable, par le marché'. Une 'unité monétaire solide' était pour lui indispensable pour éviter le chaos. Dans les conditions concrètes de la transition en Union Soviétique, Trotski considérait que 'c'est seulement au travers de l'interaction de ces trois éléments - la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique - qu'il était possible de donner une orientation correcte à l'économie de la période de transition'<sup>10</sup>

Mandel adopte une approche assez différente dans son débat avec Nove. L'exemple suivant montre à quel point il conçoit la démocratie directe comme un substitut du marché dans l'économie socialisée, et comme un mécanisme général permettant de résoudre la moindre question - jusqu'à la couleur et le nombre de paires de chaussures que chaque personne peut se voir allouer.

“ Dans les usines produisant des biens de consommation, la détermination des produits s'opérerait en fonction de consultations antérieures entre les conseils ouvriers, et les conférences de consommateurs démocratiquement élues par la masse des citoyens. Différents modèles — par exemple, différentes formes de chaussures — leur seraient soumis, que les consommateurs testeraient, critiqueraient et remplaceraient par d'autres. Des salles de présentation, des prospectus de publicité seraient les principaux instruments de ce type de test. Ce dernier pourrait jouer le rôle d'un “référendum” — un consommateur, ayant le droit de recevoir six paires de chaussures par an, choisirait six modèles sur le prospectus parmi cent ou deux cents options’<sup>11</sup>.

Ce type de procédure est supposée déterminer les relations de production et de la distribution entre les usines, d'une part et d'autre part entre usines et consommateurs dans le secteur socialisé : “ l'échange de marchandise en monnaie serait essentiellement limité aux relations entre les secteurs privés et coopératifs d'une part, et d'autre part entre les consommateurs individuels et le secteur socialisé’<sup>12</sup>.

Même si l'on accepte les arguments de Mandel sur le gâchis considérable qui règne dans les actuelles boutiques capitalistes, sur le fait aussi que personne ne doit décider de tout et qu'il y a un nombre substantiel de produits pour lesquels les quantités et les normes de qualités peuvent être planifiées à l'avance, il reste qu'une vaste proportion de notre temps quotidien se déroulerait dans des réunions au lieu de faire les courses, de consulter un catalogue ou un ordinateur.

L'argument n'est pas convaincant :

- Le pire est qu'il affaiblit la défense fondamentale et convaincante de Mandel concernant le besoin de démocratie directe. De trop nombreuses réunions et votes sur des détails tueraient la participation aux décisions collectives réellement nécessaires sur des choix clés.

---

<sup>10</sup> Trotski, 'The Soviet Economy in Danger', pp. 274-5.

<sup>11</sup> Mandel, 'In Defense of Socialist Planning', p. 28.

<sup>12</sup> Ibid., p. 32.

- Le recours à l'argent et à des relations d'achat/vente peut être mis au service de l'efficacité du plan. Il peut être un outil utilisé pour son élaboration, sa réalisation, un moyen de vérifier s'il satisfait bien les besoins des consommateurs ou des entreprises socialisés ayant besoin de biens semi-finis pour leur propre production. Cela laisserait ouverte la possibilité de choisir un autre fournisseur si l'on n'est pas satisfait.

- Il est vrai par contre (comme on le voit déjà à l'oeuvre dans les usines capitalistes existantes) qu'existe une énorme possibilité d'utiliser des nouvelles technologies et des ordinateurs pour adapter la production aux commandes directes, réduisant ainsi les stocks. De nombreux choix pourraient être ainsi faits à domicile (comme c'est souvent fait au travers de catalogues qui peuvent être informatisés avec des ébauches individuelles). Il est également déjà possible de payer par ordinateur — mais ceci reste un paiement.

- Il est aussi vrai que les ordinateurs peuvent aussi augmenter énormément les possibilités de prises de décisions décentralisées compatibles avec une mesure centrale des ressources et des contraintes. Mais cela ne dit toujours pas comment mesurer la production (en temps de travail direct ?).

Le point de vue de Mandel est clairement lié à son rejet radical de l'aliénation au travers les rapports marchands dans le marché capitaliste. Mais est-ce-que la critique du marché capitaliste et de l'aliénation signifie rejeter l'argent et les prix, ou plutôt rejeter les rapports sociaux qui se camouflent derrière eux ? S'agit-il de rapports sociaux oppresseurs liés à l'existence d'un marché ou plutôt à sa dictature articulée sur un marché du travail et un marché du capital - c'est-à-dire des critères spécifiques de classe déterminant la mesure des coûts et des besoins ?

Diane Elson, critiquant la définition du socialisme de Mandel 'en terme d'absence de production marchande', souligne que : 'la marchandise dans les écrits de Marx n'est pas fondamentalement un bien qui est acheté et vendu pour de l'argent ... La structure des textes de Marx dans leur ensemble suggère quelque chose de moins banal. Le statut problématique des marchandises dérive non pas du simple fait de les vendre et acheter mais de le faire sous des conditions qui leur permettent d'acquérir une vie indépendante. C'est cette indépendance des marchandises qui permet au rapport social entre les hommes de prendre la forme fantastique de rapport entre des choses : "les personnes existent les unes pour les autres simplement comme représentants - et donc comme propriétaires - de marchandises"<sup>13</sup>.

Voici donc ce qui est en jeu : 'cette interprétation laisse ouverte la possibilité de créer une société dans laquelle les biens seraient échangés pour de l'argent mais où ils n'auraient pas une vie indépendante, où personne n'existerait pour l'autre simplement comme représentant de marchandises'. Elson analyse cette possibilité, 'qui requiert non l'abolition mais la socialisation de l'achat et de la vente', dans son texte très stimulant<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> Diane Elson, 'Market Socialism or Socialization of the Market?', NLR 172, Novembre/Decembre 1988, p. 4.

<sup>14</sup> Ibid.

Discutant ce même sujet dans *Plan, Marché et Démocratie*, j'ai cité Bettelheim, qui soulignait très justement dans *Calcul économique et formes de propriété* que les sociétés de transition n'avaient pas encore développé 'les concepts adéquats pour mesurer le travail social, qui ne se résume pas dans la dimension du travail physique'<sup>15</sup>. 'L'équivalent socialiste du "travail socialement nécessaire" lié à "l'effet socialement utile" n'a pas été trouvé', disait-il. Les prix dans une société de transition recouvriraient à la fois la façon dont les besoins et les coûts sont mesurés et les rapports sociaux - d'une façon différente mais analogue à ce que recouvre la loi de la valeur. Dans le monde capitaliste, le 'travail abstrait' prédomine car c'est la substance de la valeur qui prend la forme de l'argent et parce qu'il n'y a pas de capitalisme si l'argent ne peut faire plus d'argent. Ainsi 'le travail concret' et les valeurs d'usage sont des catégories subordonnées. L'opposé devrait être la règle dans les sociétés de transition; mais l'espace et le temps pour un jugement rationnel devrait aussi être élargi, rendant possible une planification adéquate et le contrôle social.

Je suggèrerais donc dans ce texte, la ligne directrice suivante pour une élaboration nécessaire sur ces questions : "De même que (...) la marchandise incorporait un triple jugement sur les coûts, les besoins et les rapports sociaux, il faut un contrôle social dans ces trois domaines - les techniques d'enregistrement monétaires des besoins et des coûts devant être subordonnés aux choix sociaux globaux " (Ibid).

Il ne peut y avoir de projet socialiste sans :

- le rejet de la domination du marché capitaliste — notamment le rejet de l'absurdité de marchés financiers 'réagissant négativement' quand le chômage baisse ;
- refuser de considérer la force de travail comme une 'chose', une marchandise dont le coût devrait être comparé à d'autres coûts (ceux des machines) : le droit d'avoir un emploi doit être un point de départ non le résultat incertain de la façon dont l'économie est régulée ;
- l'objectif radical de contrôle humain (par les hommes et les femmes, les travailleurs et les consommateurs, les parents et les enfants, les individus et les communautés de toutes sortes) sur la vie quotidienne et le futur: Ceci signifie une complète réorganisation de la vie, une transformation du temps de travail 'nécessaire', de l'éducation, des loisirs, des tâches domestiques, des conditions matérielles et culturelles de vie, des rapports humains dans tous les aspects de la vie quotidienne, et dans nos rapport avec l'environnement ;
- des choix alternatifs — dans le rythme de travail et son organisation, dans les besoins prioritaires à satisfaire pour tous, dans le système des stimulants, dans les technologies, dans les formes de solidarité ;
- solidarité avec les plus faibles et le rejet de la lutte de l'un contre tous.

Si le marxisme signifie quelque chose, c'est surtout une critique radicale :

- de la loi de la valeur dans le système capitaliste se présentant comme une 'loi objective', avec des prix qui dissimulent des rapports sociaux et des choix basés sur des

---

<sup>15</sup> Bettelheim, (" Calcul économique...") cité par Samary, (" Plan, marché, démocratie..), p.56

critères de classe pour mesurer les coûts et les besoins — ce qui implique de ne prendre en compte que les besoins et les coûts qui peuvent être exprimés en prix, et

- de toute forme de choix ‘normatif’ imposé sur les êtres humains au nom d'une pseudo rationalité économique universelle (ou de classe), qu'elle soit imposée par un marché ou par un plan.

Cela signifie que la ‘loi de la valeur’ ne peut être le régulateur d'une société socialiste. Cela implique aussi une radicale critique de tout ‘modèle’, appelé ‘socialiste’ ou non, qui masque des rapports sociaux derrière des prix et des rapports marchands, de tout modèle statique qui chercherait à ‘définir’ un optimum via le calcul.

Cela signifie enfin que le régulateur de l'économie ne peut être un ‘outil’, que ce soit le marché ou le plan en tant que tel. Le calcul et les indications du marché doivent être subordonnés au jugement humain, car c'est l'unique ‘régulateur’ qui correspond rationnellement aux objectifs socialistes. Mais qui décide en dernier ressort, et comment ? Des êtres humains, travailleurs et consommateurs, hommes et femmes, individus et communautés... La démocratie socialiste est bien plus complexe que prévue. L'autogestion requiert des experts et des contre-experts maniant des calculs, aussi bien que des indicateurs du marché. Elle nécessite aussi des débats politiques via les partis, les organisations de masse défendant des intérêts spécifiques afin de ne pas laisser le dernier mot aux experts. Tout ceci est nécessaire afin d'élargir l'horizon des choix finaux.

Il doit donc y avoir le plus de transparence (de critères explicites) sur ce qui est considéré comme un coût ou comme un droit pour les êtres humains :

- le plein emploi est un coût pour une société capitaliste - un droit et une source d'efficacité supérieure pour une société socialiste;
- la démocratie économique, l'éducation et la sécurité de l'emploi sont des coûts qui doivent être minimisés pour la bourgeoisie - ils sont des droits et une source de productivité dans une logique socialiste.
- l'égalité doit couvrir et maintenir de réelles inégalités de classe et de propriété dans un système légal bourgeois - c'est un droit qui demande effort et extension pour être authentiquement respecté dans une société socialiste.

Il doit aussi y avoir une expression des besoins non limités aux mesures en argent ou en prix — même si l'on sait aujourd'hui comment ‘intégrer’ de nombreux ‘effets externes’ dans les prix (par exemple dans le domaine des politiques d'environnement).

L'argument de Mandel n'était pas très convaincant quand il tend à présenter la démocratie ouvrière comme simple et capable de résoudre tous les problèmes sans outils et institutions, y compris un ‘marché socialisé’. Mais en substance, ce que Mandel désirait soutenir c'est que la décision, “en dernière analyse ” doit revenir au jugement direct des travailleurs (nous dirons des êtres humains en tant que travailleurs et consommateurs) — et là il était convaincant.



### *Évolution du débat*

En 1986, Mandel expliqua dans son débat avec Nove que : ‘l'enjeu réel du débat en cours n'est *pas le court terme*, il n'est pas de savoir jusqu'à quel point l'échange de marchandises est nécessaire dans la période qui suit immédiatement une révolution anticapitaliste ; il est de savoir si l'objectif à long-terme du socialisme même — en tant que société sans classe - vaut bien la peine d'être réalisé'<sup>16</sup>. Nous avons vu auparavant qu'il identifiait cet objectif à long terme comme un processus conjoint de dépérissement des classes et des marchandises (celles-ci n'existant dans son modèle que dans l'échange avec le secteur privé ou coopératif).

Cependant, dans un article rédigé en novembre 1990 et publié dans *Critique Communiste* sous le titre “Plan ou marché, la troisième voie”, Mandel modifia complètement l'axe du débat et proposa une autre présentation de sa position. “Le débat n'est pas de savoir si oui ou non *durant la longue période de transition* entre le capitalisme et le socialisme on peut toujours utiliser les mécanismes de marché... Le débat concerne la question suivante : les choix fondamentaux à propos de la distribution de ressources rares doivent-ils être pris par le marché ou non ?<sup>17</sup>.

Ici, c'est *la période de transition* —supposée durer longtemps— qui est l'horizon réel du débat. Pour les sociétés de transition, Mandel a toujours été favorable à l'utilisation d'un certain marché. Il expliquait que l'existence et l'emploi de catégories marchandes ne prouvent pas que le marché et les rapports capitalistes prédominent. Cette problématique-là, la plus sophistiquée de Mandel, est aussi celle que développe Diane Elson. La question est alors la suivante : quelle sera l'évolution de l'utilisation de la monnaie, selon ses différentes fonctions ?

Selon la nouvelle formulation de Mandel, l'enjeu s'exprime ainsi : le marché doit-il déterminer les principaux choix ? La réponse est évidemment ‘non’ : les priorités doivent être ‘décidées démocratiquement par les travailleurs/consommateurs/citoyens - hommes et femmes -, sur la base de choix alternatifs cohérents’<sup>18</sup>. Mais le débat n'est alors plus le même. Mandel définit alors de façon bien plus convaincante une approche différenciée : ‘il n'y pas aucune raison de limiter le libre choix des consommateurs. Tout ceci devrait être élargi et non limité.... Il n'y a aussi aucune raison de supposer que dans la période de transition du capitalisme au socialisme le recours à l'argent (qui nécessite une devise stable) et aux mécanismes de marché, essentiellement dans le but d'accroître la satisfaction des consommateurs, devrait être écarté ou même réduit. *L'unique condition est que cela ne*

---

<sup>16</sup> Mandel, ‘In Defense of Socialist Planning’, p. 9 (souligné par l'auteur).

<sup>17</sup> Mandel, ‘Plan ou marché, la troisième voie’, p. 15 (souligné par l'auteur). Plusieurs débats furent aussi publiés dans *Critique Communiste* à propos du modèle proposé par Tony Andreani, ‘Pour un socialisme associatif’, in issue no. 116-117, Février-Mars 1992. Voir aussi J. Vanek, *The Labor-Managed Economy: Essay*, Cornell 1977.

<sup>18</sup> Mandel, ‘Plan ou marché’, p.16.

*devrait pas générer une détermination par le marché des choix sociaux et économiques ...*<sup>19</sup>

‘L'utilisation de la monnaie comme unité de compte doit être distingué de sa fonction d'instrument d'échange, et encore davantage de son emploi comme moyen d'accumuler des richesses et de déterminer les choix d'investissement.

Le premier emploi durera et sera généralisé dans la planification socialiste. Le second a déjà commencé à décliner sous le capitalisme et continuera à décliner pendant la période de transition, avec des exceptions pour certains biens et services. Il y aura probablement une augmentation de “biens et services libres”. Le troisième usage de l'argent devra être strictement limité et progressivement éliminé.<sup>20</sup>

De plus amples discussions sont évidemment nécessaires sur ce sujet, spécialement à propos des formes de planification, non seulement dans le secteur des biens de consommation mais aussi pour les usines qui fabriquent les moyens de production. Mandel fut toujours extrêmement hostile à ‘l'autonomie’ des unités de production et à toute notion d'autofinancement. Dans ce secteur aussi, diverses conceptions d'un ‘socialisme de marché’ peuvent avoir des logiques très différentes : il y a les “modèles ” qui proposent une compétition entre des unités indépendantes (avec des degrés plus ou moins grand d'autogestion ouvrière) et des banques sur la base de critères de rentabilité ; mais d'autres, comme Diane Elson, conçoivent un ‘marché socialisé’ et la planification sans marché du capital : la logique est d'encourager une association systématique et non une ‘compétition prédatrice’.

La Yougoslavie a expérimenté différentes combinaisons de plan, marché et autogestion (dans les limites politiques du système). Il est intéressant d'étudier tant les conflits entre l'autogestion et la forme bureaucratique ou technocratique du plan (dans la période initiale) que ceux entre l'autogestion et la logique du marché (plus tard). J'ai ainsi examiné ces contradictions<sup>21</sup> car je partage avec Nove la conviction que nous pouvons apprendre plus des analyses concrètes des pays pseudo ‘socialistes’ que de Marx lui même (si nous recherchons dans son oeuvre un modèle concret). Mais vous avez besoin de critères pour juger une expérience. Les bilans très intéressants dressés par Nove à propos de l'Union Soviétique et du système réformé en Yougoslavie sont basés sur son rejet de tout critère marxiste : l'auto-organisation et la désaliénation des travailleurs ne jouent plus aucun rôle dans son modèle. J'ai moi aussi essayé de faire un bilan et de tirer des leçons des ‘modèles’ d'accumulations yougoslaves (quatre modèles différents en quatre décennies). Mais je l'ai fait avec d'autre ‘lunettes’ que Nove. J'ai essayé de comprendre la rationalité de l'autogestion ouvrière, d'en faire son bilan sur la base du critère de l'émancipation des

---

<sup>19</sup> Ibid., p. 20 (souligné par l'auteur).

<sup>20</sup> Ibid., p. 21 (souligné par l'auteur).

<sup>21</sup> C. Samary, *Le Marché contre l'autogestion: l'expérience yougoslave*, Paris 1988.

travailleurs et des citoyens, utilisant les fils conducteurs de Marx . Ceci m'a davantage conduit vers les options de D. Elson (et les convictions de Mandel) que vers le modèle de Nove.

Utiliser le marché ne signifie pas abandonner l'approche marxiste de ce qui se cache derrière le marché ; ni d'avoir une conception naïve du marché comme outil neutre. Une telle compréhension naïve conduit à accepter son implacable domination. Ceci est encore plus vrai dans le contexte d'un environnement capitaliste et d'une société en transition où la propriété capitaliste privée existe encore. Au travers du marché et des prix, différents critères d'efficacité sont en compétition. Tel est l'enjeu derrière les prix du marché mondial déterminés par la loi de la valeur dans l'actuel 'capitalisme globalisé'. Il est prouvé que les rapports sociaux les plus régressifs sont facilement les 'plus compétitifs' : ils exerceront leur pression sur toute société qui cherche à commencer une transformation socialiste. Là encore, la transparence est nécessaire afin d'évaluer le degré optimal et les formes de 'protectionnisme progressiste', qui permettent de gérer les rapports nécessaires mais conflictuels avec le capitalisme, aussi longtemps qu'il existera.

Rappelons-nous la conclusion de Mandel. Au terme de l'article rédigé en 1990 (et mentionné ci-dessus), il se débarrasse d'une certaine façon de lire Marx (qui y trouve des 'modèles'). " En réalité, la façon la plus efficace et la plus humaine de construire une société sans classe reste l'expérimentation. Il s'agit de trouver des améliorations par approximations successives. Il n'existe pas de bon "livre de recettes" à réaliser - ni sur la "planification complète" ni sur le "socialisme de marché" .<sup>22</sup> Il explique alors que nous devons employer trois éléments mentionnés par Trotsky (le plan, le marché et la démocratie), mais aussi y ajouter un quatrième : la réduction radicale du temps de travail - une mesure essentielle pour que les travailleurs aient tout simplement du temps pour la démocratie directe.

Rappelons-nous les remarques de Mandel, citées en introduction, sur les limites de l'approche marxiste de la transition au socialisme. Le texte ci-dessus peut être lu comme une sorte de testament — et une rectification. Dans le texte de l'introduction — et jusqu'à ce dernier — Mandel semblait certain de ce que le socialisme *n'était pas* (une société utilisant les marchandises). Mais il conclut plutôt sur un débat ouvert — même s'il ne reconnaissait pas explicitement un inflexionnement de sa pensée. Bien sûr, ceci n'est peut-être pas la meilleure façon de débattre. C'est tout de même bien mieux que de ne pas être ouvert au débat ...

C'est aussi bien mieux que de manquer de continuité sur des enjeux principaux: la nécessité et la possibilité d'une lutte pour l'émancipation basée sur l'auto-organisation, la désaliénation, et la responsabilité de l'être humain dans tous les domaines de sa vie à l'échelle mondiale. Là s'enracinaient les convictions et le célèbre optimisme d'Ernest Mandel, assurant la continuité exemplaire de son engagement militant.

---

<sup>22</sup> E. Mandel, 'Plan ou marché', p.21 (souligné par l'auteur).